



**DIRECTION DE LA FORMATION  
UNITE DE FORMATION DES PERSONNELS ADMINISTRATIFS TECHNIQUES  
ET CATALOGUE DE FORMATION CONTINUE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**MARCHE N°2025-18  
« Prestation de formation à destination de la 50<sup>ème</sup> promotion des  
formateurs et responsables de formation (RF) » - ÉNAP**

**Date limite de dépôt : Lundi 03 novembre 2025 à 12h00**

## Article 1. Objet du marché

La prestation de formation, objet du présent marché, concerne la formation des personnels pénitentiaires admis à la sélection professionnelle interne pour l'accès aux fonctions de formateurs des personnels ou de responsables de formation, affectés en services déconcentrés sous l'autorité des directeurs interrégionaux ou à l'École Nationale d'Administration Pénitentiaire (ÉNAP).

La prestation concerne 39 stagiaires répartis en 29 formateurs (personnels de surveillance) et 10 responsables de formation (officiers ou CPIP).

Ces chiffres ne sont pas arrêtés définitivement. Le nombre exact de stagiaires sera communiqué au prestataire lors de la réunion de coordination préalable au démarrage de la formation. Il est à noter que :

- ❖ Si le nombre total de stagiaires est finalement inférieur à 25 : la décision sera prise par l'ÉNAP de ne constituer qu'un seul groupe et non deux.

Dans le cadre de cette formation, le prestataire se verra confier la construction et l'animation d'une partie des séquences.

Nos attentes sont précisément décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## Article 2. Caractéristiques

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique ainsi qu'aux règles du CCAG/prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1er avril 2021).

Il se présente sous la forme d'une procédure adaptée conformément à l'article L. 2123-1 du code précité.

Il s'agit d'un marché forfaitaire.

## Article 3. Durée du marché

Le présent marché démarre à compter de sa notification et s'achève au le **03/07/2026** soit à la clôture de formation de la 50<sup>ème</sup> promotion.

## Article 4. Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière daté et signé,
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
3. le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
4. le CCAG/PI (cahier des clauses administratives générales / Prestations intellectuelles).
5. l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.
6. L'offre de prix et de service.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## Article 5. Sous-traitance

La sous-traitance du marché est autorisée conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies aux articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus de l'acte spécial (DC4) :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une exclusion de plein droit de la procédure de passation visée aux articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1 et 2, L. 822 – 3 et 5, L. 8254, L. 8231-1 du code du travail.

Les modalités de paiement du sous-traitant sont encadrées par les articles R. 2193-1 et suivants de la partie réglementaire du code de la commande publique.

## Article 6. Décomposition en lot

Le présent marché est composé d'un seul lot.

## Article 7. Modalités de paiement :

### 7.1 Information sur la facturation électronique

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct, doivent obligatoirement adresser leurs factures à l'Énap sous format électronique.

La transmission des factures électroniques se fait à partir du portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire a le choix entre 3 modes de dématérialisation :

1. dématérialisation par échanges de données informatisées (EDI) : la transmission se fait du système d'information du fournisseur vers Chorus Pro, (il est nécessaire de raccorder préalablement le SI facturier du fournisseur au concentrateur Chorus) ;
2. saisie en ligne des factures sur le portail Chorus Pro ;
3. dépôt d'une facture sous le format pdf sur le portail Chorus Pro.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/cedef/facturation-electronique>

A ce titre, les éléments suivants sont nécessaires au dépôt des factures :

- **le numéro SIRET de l'ÉNAP : 180 092 199 000 17**
- **le code service : SFACT**
- **le numéro de marché : 2025-18**
- **le numéro d'engagement juridique : ce numéro sera communiqué tel notification du marché**

### 7.2 Modalité de règlement

Les prestations sont réglées par mandat administratif après exécution des prestations demandées et vérification du service fait.

Outre les mentions légales, et conformément à l'arrêté du 05 mai 2021, *fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique* toutes les pièces afférentes au paiement porteront les indications suivantes :

- nom complet et adresse du prestataire/fournisseur et du client ;
- le cas échéant, référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers ;
- le cas échéant, numéro SIREN ou de SIRET ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA de l'assujetti ayant effectué la livraison du bien ou la prestation de services ;
- le cas échéant, numéro d'identification à la TVA du client ;
- pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas le prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires ;
- tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération ;
- date à laquelle est effectuée la livraison des biens ou la prestation de service ;
- taux de TVA appliqué, montant de la taxe à payer et par taux d'imposition, le total hors taxe et la taxe correspondante mentionnés distinctement sauf si régime particulier ;
- en cas de régime particulier, (exonération, auto liquidation ou application de la marge bénéficiaire), la référence à la disposition pertinente de la réglementation EPN sur le territoire duquel est réalisée l'opération ou à la disposition correspondante de la sixième directive TVA. Dans ce cas, les factures sont établies par le prestataire HT.

**Les factures seront adressées à :**

**Énap**

**Secrétariat général – services économiques**

**440, avenue Michel Serres – CS 10028**

**47916 AGEN CEDEX 9**

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'École nationale d'administration pénitentiaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Lorsqu'il est imputable à l'administration, le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autres formalités, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires calculés conformément à la réglementation positive.

## **Article 8. Détermination du prix**

### **8.1 Détermination du prix**

Les prix seront fermes pour la totalité du marché. Ils sont réputés comprendre toutes les charges (secrétariat, photocopies, supports pédagogiques, transport...) fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation et assurer au prestataire une marge pour risques et bénéfice. Ils sont réputés complets et indiqués hors taxes à la valeur ajoutée (TVA) et toutes taxes comprises (TTC).

La reproduction des supports pédagogiques à destination des stagiaires devront être fournis au moins 15 jours avant le début de la formation pour permettre la duplication de ceux-ci par l'ÉNAP.

### **8.2 Hébergement et restauration**

La restauration du midi et du soir des intervenants est prise en charge par l'ÉNAP. A leur arrivée, un badge leur est remis pour pouvoir circuler au sein de l'école, se restaurer dans le restaurant administratif de l'ÉNAP et accéder aux hébergements.

Le prestataire devra prendre contact avec le responsable de la formation trente jours avant le début de chaque prestation afin de lui indiquer le nom, prénom et la qualité des intervenants. Il devra également communiquer les besoins en hébergement et en restauration. L'ÉNAP logera les intervenants sur son site en fonction de son taux d'occupation.

Si l'ÉNAP n'est pas en mesure de les loger sur son site, l'ÉNAP se chargera de faire une réservation dans un hôtel d'Agen et prendra à sa charge les frais afférents.

#### **Article 9. Avance forfaitaire**

L'avance forfaitaire peut être accordée au titulaire du marché dans les conditions fixées par l'article R. 2191-1 du code de la commande publique.

L'avance forfaitaire sera mandatée, sans autre formalité, dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification du marché.

#### **Article 10. Exécution par défaut**

Dans le cas où le titulaire ne pourrait assurer la prestation qui lui est demandée, l'Énap se réserve le droit de faire appel à un autre fournisseur, les éventuels suppléments de prix étant à la charge du titulaire. En cas de différence de prix au détriment du service acheteur, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier ne puisse émettre aucune réclamation.

#### **Article 11. Attestation à fournir au cours de l'exécution du marché**

En application des articles D. 8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, les prestataires remettront au pouvoir adjudicateur, lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution, l'ensemble des pièces mentionnées dans ces articles. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat aux torts des titulaires.

#### **Article 12. Politique de sécurisation du site**

Depuis l'été 2016, l'École a établi et met en œuvre une politique de sécurisation de son campus. Une clôture périmétrique ceint le campus.

L'ensemble des personnels présents sur le site est soumis au port d'un badge d'identification. Les modalités de port de ce badge sont définies par note de service de l'École.

Le titulaire est soumis à ces contraintes pour ses propres personnels, sous-traitants et co-traitants. Il transmet à l'École un listing exhaustif et actualisé des personnels intervenants ou susceptibles d'intervenir sur le site (nom, prénom, date et lieu de naissance).

Les intervenants ne peuvent accéder dans l'enceinte de l'école sans être muni d'une pièce d'identité et avoir au préalable obtenu un badge d'accès.

L'ensemble des personnels intervenant au nom du titulaire dans le cadre du présent marché sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle. La prise de photographie et toute exploitation de celles-ci est interdite, sauf autorisation expresse de la direction de l'Énap.

**ATTENTION : Ces modalités sont susceptibles de varier pendant l'exécution du présent marché. Il est expressément convenu que le titulaire devra prendre en compte ces nouvelles modalités et les mettre en œuvre dans les délais qui lui seront notifiés.**

#### **Article 13. Force majeure**

La force majeure se définit comme une situation imprévisible, insurmontable et externe au regard des parties empêchant celles-ci d'accomplir leurs obligations.



Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Il est expressément convenu que le fait de grève de tout ou partie des personnels du titulaire est exclu de la notion de force majeure et ne saurait à cet égard constituer un motif d'exonération de responsabilité.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure, elle le notifie, dans les plus brefs délais, par tout moyen, doublé d'une lettre traçable, à l'autre partie. Il est alors convenu d'une concertation rapide entre les deux parties afin d'envisager la continuité du service perturbé par l'événement.

Chaque partie supporte les conséquences, notamment financières, directes et indirectes de la survenance d'un événement de force majeure.

#### **Article 14.      Suspension d'activité de l'École**

L'École peut éventuellement faire l'objet d'une décision de suspension de son activité de formation professionnelle, décidée par le Gouvernement ou tout service de l'Etat compétent en la matière, notamment en cas de survenance d'une crise sanitaire majeure, d'une catastrophe naturelle ou industrielle ou d'un événement particulier obérant le fonctionnement normal de l'École.

L'École informe par tout moyen et sans délai le titulaire de la nature de l'événement impactant son fonctionnement normal et – si elle en possède l'information – la durée prévisible de la suspension de son activité.

Dans ce cas de figure, le présent marché est suspendu de plein droit. Un ordre de service mentionnant la nature de la suspension est notifié dans les meilleurs délais au titulaire par l'École. Pendant la durée de celle-ci, aucune prestation n'est demandée au titulaire. Ce dernier ne peut prétendre à aucune indemnisation du fait de la suspension temporaire du marché et des conséquences de celle-ci.

Lors de la reprise d'activité, L'École informe par tout moyen le titulaire. Un ordre de service mentionnant la date de reprise du marché est notifié dans les meilleurs délais au titulaire par l'École.

#### **Article 15.      Résiliation**

Conformément au chapitre 7 du CCAG/PI, le marché peut faire l'objet d'une résiliation anticipée avant la fin d'exécution de celui-ci.

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 38, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 39, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 37.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 40.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

#### **Article 16. Règlement des litiges**

Tout différend survenant à l'occasion du présent marché sera soumis préalablement à la mise en œuvre des dispositions de l'article 43 du CCAG/PI.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les correspondances relatives à la consultation sont rédigées en français.

Le Tribunal administratif de Bordeaux sera seul compétent pour connaître l'objet du litige conformément à la législation en vigueur.

#### **Article 17. Dérogations au CCAG**

Le présent CCAP ne déroge pas au CCAG/prestations intellectuelles.